

Le 1^{er} octobre, la gauche vous rend le pouvoir d'achat que Sarkozy voulait vous prendre



ANNULATION DE LA TVA SOCIALE

26 | 27 | 28 octobre
► **76^e Congrès de Toulouse**

PLÉNIÈRE 1 : « LE CHANGEMENT EN MARCHÉ : ÉDUCATION, ÉCOLOGIE, RECHERCHE »



François Rebsamen : « Les Français sont impatient, le changement qu'ils ont choisi leur semble long à se concrétiser. La sortie de crise se fera avec l'Europe et dans l'Europe. Dans la conjoncture actuelle, je souhaite qu'aucune voix socialiste ne fasse défaut au moment du vote du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG). La meilleure façon de soutenir François Hollande est de dire oui au traité et à l'orientation qu'il a apportée. La tâche qui nous attend est immense, mais elle est exaltante avec le redressement de la France avec pour corollaire une vie meilleure pour nos concitoyens. Nous soutenons le président de la République, le Premier ministre en exerçant pleinement les fonctions de législateur du changement voulu par les Français. »



Bruno Le Roux : « Il n'est pas question qu'il n'y ait aucun débat, il faut débattre mais quand nous avons débattu il y a un certain nombre de règles pour que nous soyons compris des Français. Les décisions sont forcément collectives et une fois qu'elles ont été prises, elles doivent engager tout le groupe. Quand on est un groupe politique on doit démontrer de la force. Il faut que nous employions toute notre énergie pour inverser la courbe du chômage. Nous avons le devoir de dire que dès notre élection nous nous sommes mis au travail. Aujourd'hui 15 engagements du président de la République ont été tenus et avant la fin de l'année, 20 auront été tenus sur les 60 pris. Je suis fier que sur chacun des grands dossiers, nous ayons fait en sorte de prendre ces dossiers avec l'urgence qui était nécessaire mais en ouvrant des chantiers de réforme. »

Parce que François Hollande en a fait la priorité de son mandat, il était normal que les journées parlementaires s'ouvrent sur une table-ronde sur l'école. Françoise Cartron, Sénatrice de Gironde qui introduisait le débat a tenu à souligner quelques-unes des mesures prises « dès la rentrée de septembre », telles que « le rétablissement des milliers de poste dans l'éducation nationale évitant ainsi la fermeture de classes sur des territoires déjà fragilisés et redonnant l'espoir au monde enseignant et aux parents. »

« Il ne s'agit pas pour l'école de faire une réforme de plus, mais une refondation. Nous allons par exemple, remettre en place une formation des enseignants », a insisté Vincent Peillon, rappelant le rôle des parlementaires : « Ce sont nos élus qui sont proches des territoires et qui doivent faire appliquer les lois et les évaluer. » « L'école, c'est la France de demain. La France s'est construite par son école, nous n'avons pas de religion laïque, nous avons l'école de la République », a-t-il martelé.

Geneviève Fioraso est quant à elle revenue sur le problème des

conditions de vie des étudiants : « Le problème majeur actuellement ce sont les logements. Nous avons établi un plan pour la construction de 40 000 logements étudiants en cinq ans. » Annonçant la tenue des Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche en novembre, la ministre a rappelé : « Il est notre responsabilité de reconstruire une université, une recherche avec les acteurs. » Même souci de défendre les services publics pour Marylise Lebranchu : « Je défends cette lutte contre un sentiment d'abandon, je défends la dépense publique. Nous n'avons pas diminué l'enveloppe des collectivités locales car nous croyons que la dépense publique et parfois nécessaire pour générer la croissance. »

« Nous voulons des lois qui soient préparées par la consultation, améliorées par la procédure parlementaire. Nous voulons des lois réfléchies et non des lois qui s'empilent au fil des événements », a conclu Alain Vidalies, ministre des Relations avec le Parlement. « Il y a un enjeu au-delà du redressement de la France dans la justice, c'est le redressement de la politique. »



Jean-Pierre Bel : « Les Sénateurs et les Sénatrices seront aux côtés du gouvernement pour livrer cette bataille du redressement dans la justice, pour garantir les protections qui font la marque de notre modèle social et pour apporter à nos concitoyens de nouveaux droits. Le Sénat à gauche est à l'avant-garde des débats de société comme ceux que nous aurons sur le mariage pour tous, sur l'école ou sur la santé. Je vous invite à partager l'ambition qui nous anime, à être tous ensemble les porteurs du changement. »



Claude Bartolone : « Nous avons un premier rendez-vous, pour façonner le Parlement du changement, il faut d'abord veiller au changement du Parlement. Il est temps d'aller vers un rééquilibrage entre le Parlement et le gouvernement en ce qui concerne l'origine des textes de loi. Laissons l'Assemblée godillot à la droite, la majorité de gauche doit être une ruche. Je défends une Assemblée ouverte sur la société, sur les forces vives, sur les partenaires sociaux, sur les territoires. Ni populisme ni immobilisme, je serai un président intraitable sur l'indépendance des députés. Nous devons être les vigneron attentifs des vignes du changement pour que le moment de la récolte venu, 2012-2017 soit un cru historique. »



PLÉNIÈRE 2 : « UN NOUVEAU CAP POUR L'EUROPE »



Catherine Trautmann : « Arriver à infléchir la politique européenne n'est pas simple, nous avons besoin de solidarité avec les autres pays européens, nous avons besoin de composer avec eux. Le scénario rose qu'a engagé François Hollande dépend de sa force de conviction. François Hollande s'est engagé à renégocier le traité, il doit donner un autre gage aux autres chefs d'État c'est le respect de la parole de la France. La France y compris l'Allemagne ont donné le mauvais exemple ces dernières années en ne respectant pas les règles qui avaient été respectées par tous. C'est ainsi qu'il y a rupture, de solidarité, de crédibilité. Sachons être les promoteurs et les acteurs de ce changement, soyons responsables et unis. »

L'ambition affichée lors de cette plénière était claire : défendre la position du gouvernement en faveur du traité sur la stabilité, la



coordination et la gouvernance (TSCG). C'est Laurent Fabius qui, le premier, l'a défendue : « Ce que nous présentons au Parlement c'est un paquet sur la réorientation européenne. Moi même qui ai voté non en 2005, j'ai voté non car il n'y avait pas de réorientation, or aujourd'hui c'est le cas. Il y a un certain nombre de pas qui ont été faits : la taxe sur les transactions financières, l'aide illimitée de la BCE aux États, certains disaient que c'était impossible. Ce que nous avons ici c'est l'alliance du sérieux budgétaire et de la croissance. »

Jean-Yves Le Drian a quant à lui affirmé la nécessité « de reprendre l'audace de l'Europe de la défense autour de trois axes nouveaux : l'axe opérationnel, des acquisitions sur des matériels nouveaux mutualisés, l'autonomie industrielle et la capacité d'innovation dans la défense. » Bernard Cazeneuve, à l'unisson de ses collègues a appelé à « créer une dynamique politique autour de la réorientation européenne ». « Il faut mettre toute notre énergie à nous rassembler pour construire l'Europe dont nous rêvons ! », a-t-il lancé. Pour Hannes Swoboda, président du groupe S&D, « nous avons besoin des Parlements nationaux et européen, nous devons travailler ensemble, œuvrer pour une autre Europe, c'est notre lutte à nous socialistes ».

PLÉNIÈRE 3 : « LA RECONQUÊTE DE L'EMPLOI, LE COMBAT POUR LE POUVOIR D'ACHAT »

« Nous avons un objectif absolu de résultats », le mot d'ordre de cette plénière a été donné par Valérie Rabault, députée du Tarn-et-Garonne. « Le président de la République s'est engagé à inverser la courbe du chômage d'ici un an », a-t-elle rappelé. « La bataille de l'emploi, nous la mènerons, nous la gagnerons », a scandé Michel Sapin. « Tous les ministres, chacun dans leur domaine, sont mobilisés. » « On ne peut pas raisonner sur la compétitivité de notre économie si cela doit remettre en cause notre modèle de protection sociale et une diminution des protections apportées aux Français », a martelé Marisol Touraine dès son arrivée à la tribune. Un avis partagé par Pierre

Moscovici : « Il faut une action globale qui n'oppose pas compétitivité et cohésion sociale. » « Nous devons réfléchir à de nouveaux modes de financement, c'est là que réside l'avenir de notre système de protection sociale », a renchéri Marisol Touraine. Victorin Lurel a rappelé que dans les Outre-mer, 60 % des jeunes de 16 à 30 ans sont durablement éloignés de l'emploi. « Nous avons besoin de croissance, a souligné Pierre Moscovici, sans elle, il n'y a pas d'emploi, pas de baisse du chômage. » « Trois moteurs se sont éteints : la balance commerciale, l'investissement et la consommation », a déploré Benoît Hamon.



Jean-Marc Ayrault : « Au traité budgétaire les Européens ont accepté d'ajouter un pacte de croissance, la supervision bancaire, la taxe Tobin, autant de combats que nous avons portés pendant toutes ces années d'opposition et c'est ce paquet européen que vous aurez dans quelques jours à approuver. Les tabous sautent un à un. L'Europe est en train de changer et si elle change c'est parce que le peuple français en élisant François Hollande et en le confirmant par une large majorité parlementaire à l'Assemblée nationale l'a rendu possible et aujourd'hui la France pèse à nouveau en Europe. » « Notre priorité c'est d'abord la lutte contre le chômage, c'est la lutte pour l'emploi, pour la sauvegarde de ces entreprises qui annoncent des plans sociaux dont certains ont d'ailleurs été retardés. Chers amis parlementaires, vous venez de voter le texte qui permettra la création de 150 000 emplois d'avenir, le Parlement sera saisi bientôt à l'issue de la négociation entre les partenaires sociaux du projet du contrat de génération qui permettra l'embauche de 500 000 jeunes en CDI et le maintien de l'emploi d'un nombre équivalent de seniors. »



Harlem Désir : « Pour réussir dans la durée, Le président de la République et le gouvernement ont besoin d'un Parti socialiste et de groupes parlementaires forts, vivants, mobilisés, forces de soutien et de proposition, à l'écoute des Français. Notre rôle, les groupes comme le parti, est de contribuer de toutes nos forces au succès du président et du gouvernement en étant un lien permanent et vigoureux avec les Français. Il nous faut donc développer ce lien sous de multiples formes pour associer nos concitoyens au débat. Nous devons, nous les militants et les parlementaires, être les premiers soutiens de l'action gouvernementale, mais aussi les premiers animateurs de ce débat politique, de l'élaboration des propositions en associant et en mobilisant nos concitoyens à chaque grande étape de notre action. Vous pourrez compter sur le parti et ses militants. »

Mobilisons les Français pour réussir le changement

Notre congrès de Toulouse est historique. Il se déroule après l'élection de François Hollande et d'une majorité de gauche au Parlement. Il se tient dans un contexte de crise économique et sociale d'une gravité exceptionnelle. Il débute alors que la France, depuis le 6 mai, a engagé la réorientation de l'Europe pour la croissance durable et pour l'emploi. Ensemble, nous devons être à la hauteur de notre responsabilité face aux Français et à l'Histoire.

Redresser la France dans la justice



Cette crise est d'une gravité exceptionnelle. Elle est structurelle, liée tant aux égarements du capitalisme financier qu'à une Union européenne trop peu protectrice, trop peu audacieuse.

La gauche n'a pas seulement été élue pour mieux gérer la France. Elle a été élue pour lever l'espoir d'un monde nouveau, l'espoir de changer la vie.

La réussite de la gauche au pouvoir se mesurera notamment par le redressement du pays dans la justice. Elle se mesurera aussi aux succès remportés contre le chômage, l'insécurité, la dégradation des conditions de vie, mais aussi par le recul du Front national,

enfin par une capacité de retrouver le sens du progrès.

Évidemment il nous faut répondre à l'urgence, par des mesures de justice et de réparation. Mais pas seulement, il nous appartient aussi de préparer l'avenir.

La priorité est au redressement. Il sera financier, mais tout autant productif, éducatif, social, environnemental.

Nous devons clairement fixer les axes principaux de l'action pour les cinq années qui viennent :

- la remise en cause de la finance au service de l'économie : avec la réforme bancaire et le contrôle des banques notamment ;
- une concentration des investissements dans l'éducation, l'enseignement supérieur, la formation, l'innovation pour préparer l'avenir ;
- un soutien fort à l'emploi des jeunes, avec

les emplois et les contrats de génération en cours d'adoption par le Parlement ;

- une sécurisation des parcours professionnels, une nouvelle législation sur les licenciements, l'extension de la négociation collective ;
- la volonté de redonner du pouvoir d'achat, au-delà des mesures déjà prises, avec la réforme profonde de notre système fiscal ;
- une politique écologique déterminée et s'inscrivant dans la durée, avec des investissements dans les technologies propres et les énergies renouvelables, avec la réduction des émissions polluantes ;
- une modernisation d'un État, présent et réactif, avec une autre étape de la décentralisation.

Ce redressement impose, dans le même temps, une exigence permanente de justice et de respect des droits.

Ouvrir notre parti vers la société, permettre l'implication des citoyens

Au-delà de la crise économique, c'est toute notre vie politique qui a aujourd'hui besoin d'être régénérée, repensée et réformée.

Le rôle du Parti socialiste sera déterminant pour réussir le changement. Il devra répondre à trois exigences :

- **Celle de la mobilisation, de la pédagogie.** Car nous devons d'abord mener et gagner la bataille des idées avec le laboratoire des idées, des intellectuels, des universitaires, des artistes, des syndicalistes.
- **L'exigence de la proposition et de l'innovation.** Car nous devons continuer à irriguer le gouvernement de propositions innovantes. C'est l'une des conditions de notre réussite.
- **Poursuivre la rénovation de nos propres pratiques politiques,** le renouvellement, la parité, la diversité dans nos candidatures.

Mobiliser les Français demande d'approfondir la démocratie dans toutes ses dimensions, politique, sociale, économique, territoriale.

C'est parce que nous avons su écouter, nous ouvrir, que nous avons su convaincre. L'enracinement de nos réformes suppose également de mettre la société en mouvement.

Nous organiserons régulièrement des « Ateliers du changement » ouverts aux citoyens en particulier ceux qui ont participé aux Primaires pour débattre de l'action engagée et préparer de nouveaux projets qui alimenteront le gouvernement.

Cela contribuera à nos victoires aux prochaines élections de 2014 et de 2015 et à la préparation du projet de 2017. La gauche

s'inscrira dans la durée si elle s'alimente de ce dialogue permanent avec les Français.

Rassembler, proposer, rénover : ce qui a permis la victoire est aussi ce qui nous permettra de réussir durablement.

www.reussirlechangeement.fr
[@r_le_changement](https://twitter.com/r_le_changement)



La motion qui vous rend la parole

Question de principes : la solidarité dans la liberté



Ce congrès doit amplifier la dynamique engagée par les Primaires, et non revenir aux négociations de couloirs du Congrès de Reims.

Les Français ont élu leur président de la République, puis leurs parlementaires, et ont adopté un programme gouvernemental. Nous n'aurons donc, dans ce congrès, ni à choisir un leader, ni à élaborer une politique générale. Quel sera notre rôle dans les cinq années qui viennent ? Ce problème est pour nous inédit depuis 1993. Or, notre parti ne peut se réduire au rôle de courroie de transmission, pas plus qu'il ne peut devenir le foyer d'une nouvelle opposition interne à la gauche. Nous avons le devoir d'être solidaires, mais en étant libres. La liberté de débattre et de choisir est chevillée au corps de tout socialiste. **L'unité, dont nous sommes d'ardents défenseurs, ne peut être prétexte à l'uniformité et à l'unanimité factice.**

La crise s'installe et interroge le modèle de croissance économique et d'accumulation de richesses que nous entretenons depuis trente ans. Nous ne parvenons plus à créer suffisamment d'emplois, nous touchons aux limites écologiques de notre planète et nous nous heurtons aux absurdités de la culture de la performance individuelle dans laquelle le néolibéralisme nous entretient depuis 30 ans. Nous avons donc tout à réinventer, pour que le socialisme du XXI^e siècle, épris plus que jamais de justice sociale et de solidarité, réponde aux nouvelles inégalités.

Mais pour y parvenir, **nous ne devons pas être les spectateurs, mais les acteurs du changement.** Or, la rénovation que nous avons massivement votée en 2009 est menacée. L'esprit des Primaires citoyennes semble déjà oublié... Plus grave, des élus semblent remettre en cause notre décision d'interdire le cumul et notre nouveau Premier secrétaire a été désigné et s'est installé avant même le congrès. Si nous ne disons rien, ce congrès sera la plus grande chambre d'enregistrement jamais convoquée. **Nous voulons un parti qui se réforme, par qui se referme ! Un Parti revivifié, pas congelé !** C'est de la démocratie que naissent les victoires, c'est de l'ouverture aux autres que germent les idées nouvelles. Mais du repli sur l'appareil ne sortira rien d'utile à la gauche.

Refonder un projet éco-socialiste

Nous voulons retrouver foi en nos idées. La crise financière comme la crise écologique

signent l'échec de l'idée néolibérale qui produit du désordre économique et social et se révèle incapable de répondre aux défis du réchauffement climatique et de la finitude des ressources.

Dans ce contexte, **nous devons refonder un projet éco-socialiste qui s'appuie sur la coopération plutôt que la concurrence, la solidarité plutôt que sur la compétition, la recherche de l'intérêt général collectif plutôt que de la rentabilité privée.** Nous prônons un État stratège qui redéfinit de manière offensive le service public, son organisation et ses missions.

L'invention d'un nouveau modèle de développement, qui tourne le dos à la spéculation, qui crée des emplois et qui intègre en son cœur les impératifs écologiques nous en fournit à la fois l'occasion et l'impératif. La transition écologique appelle un renforcement de l'intervention publique, de la réhabilitation de l'impôt et de la lutte contre les inégalités, c'est-à-dire de tout ce qui fonde notre engagement socialiste. Nous devons repenser notre matrice politique.

À l'aune du respect de la personne humaine et de son environnement naturel, nous pouvons refonder une agriculture créatrice d'emplois, de lien social et de bien-être collectif. Nous pouvons aller enfin vers une politique énergétique de sobriété, d'efficacité et de propreté, en renonçant aux technologies mal maîtrisées et polluantes. Nous pouvons réinventer la mondialisation, en ne sacrifiant plus le local au global et en ne privilégiant plus la finance à l'économie.

Mais pour cela, nous avons besoin d'un parti rénové dans une démocratie renforcée.

Le parti des Primaires

Il nous faut donner un deuxième souffle à la rénovation démocratique. L'Europe doit procéder de la volonté des peuples, en refusant tout mécanisme de contrôle budgétaire qui ne serait pas assuré par une instance démocratique, en organisant les élections européennes avec des listes transnationales et en faisant du Parti socialiste européen un vrai parti politique et non une confédération lâche de partis nationaux. En France, nous y parviendrons en développant toutes les formes de participation citoyenne pour associer nos concitoyens au

changement. Nous voulons un renforcement des pouvoirs du Parlement, une nouvelle étape de la décentralisation et l'interdiction de tout cumul de mandats.

Dans le parti, redonnons le pouvoir aux militants. **Nous ne voulons plus que les militants soient considérés comme de bons petits soldats qu'on manœuvre. Nous ne voulons pas d'un parti dont le Premier secrétaire est nommé et installé par décret.** Nous proposons :

- le retour à l'élection du Premier secrétaire au suffrage universel militant ;
- l'élection de la moitié du CN par les adhérents eux-mêmes, en dehors des motions ;
- le vote par thème et non plus sur des textes généraux ;
- la parité réelle, en particulier grâce aux mécanismes de co-direction ;
- la parlementarisation du CN ;
- l'association des sympathisants à nos débats et votes internes ;
- des Primaires pour les municipales dans les grandes villes.

Nous préférons le parti des Primaires à celui des motions, le parti des militants à celui des clans !

Au total, **pousser le changement pour être utile au gouvernement.** On nous reproche de menacer l'unité... C'est faux ! Nous soutenons le gouvernement et sommes prêts à la synthèse. En revanche, nous n'acceptons pas que celle-ci soit un prétexte à renoncer à la rénovation. Car seul un parti rénové dans ses pratiques et sa structure, centré sur ses militants et ouvert sur la société sera à même de porter durablement le combat de nos valeurs de gauche.

C'est l'unanimité d'appareil qui met en danger la rénovation et l'utilité de notre parti !

Plusieurs grandes voix socialistes, dont les anciens ministres Jean-Louis Bianco, Charles Fiterman et Jean Le Garrec, ne s'y sont pas trompés et soutiennent « *Question de principes* ».

Comme eux, nous voulons un congrès pour changer ! Nous voulons de l'audace et des actes !

Retrouvez-nous sur : www.questiondeprincipes.fr

Trois bonnes raisons de voter pour la motion 3

Maintenant la Gauche

Nous souhaitons tous la réussite du gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Notre parti jouera un rôle majeur dans cette réussite, s'il garde son autonomie de débat et d'action.



Une motion utile

Un congrès ne sert que si l'on en use. À ceux qui veulent en faire un « non-événement », nous rappelons qu'un congrès est un moment décisif dans la vie de notre parti. Le débat entre les motions est une des richesses du PS. **Si le temps est à l'unité, il n'est pas à l'unanimité.**

Militants libres dans un parti libre, nous savons que le débat rend plus fort, alors que l'atonie affaiblit. La preuve ? Au soir du deuxième tour des Primaires, après le débat, nous étions tous rassemblés ! À ceux qui prétendent que notre rôle se résume au seul soutien gouvernemental, nous répondons : **ne commettons pas les erreurs du passé !** À chaque fois que nous sommes arrivés aux responsabilités, il y a eu la tentation de s'autocensurer, de se taire, pour ne pas gêner nos camarades du gouvernement. Or c'est la fonction même du PS de réfléchir, de débattre, de proposer et de faire le lien avec les Français. C'est ainsi que nous contribuerons le mieux au changement tant attendu.

Une motion alternative

La clarté dans la camaraderie, c'est notre ligne de conduite. Nous assumons nos divergences avec la motion 1, et nous invitons les militants à en débattre.

La relance plutôt que la rigueur !

Le redressement du pays, c'est la priorité absolue du quinquennat. Pour y parvenir, il faut faire preuve de pragmatisme et de volontarisme. Le déficit qui doit être d'abord

résorbé, c'est celui de notre balance commerciale, celui de nos emplois industriels, celui de nos capacités productives. **Dès lors, nous pensons que l'objectif de réduction des déficits publics à 3 % dès l'année prochaine n'est ni prioritaire, ni réaliste, dans un contexte de quasi récession.**

Construire une autre Europe !

Parce que nous aimons l'Europe, parce que nous l'avons rêvée et voulue, nous ne pouvons nous satisfaire de l'orientation actuelle de l'Union.

La victoire de la gauche a pesé dans le rapport de force avec l'Allemagne et les gouvernements conservateurs. Elle a permis à la France d'arracher quelques utiles concessions. Mais, hélas, l'essentiel reste inchangé : le traité Merkozy demeure, et avec lui la funeste règle d'or, le dogme du déficit zéro, les sanctions automatiques à l'encontre des États récalcitrants.

Il faut donc renégocier le traité budgétaire, qui, en l'état actuel, risque de nous plonger, un peu plus dans l'austérité.

Défendre l'emploi et les salaires !

La répartition du PIB entre capital et travail s'est dégradée au détriment des salariés. Notre mission historique, c'est la redistribution des richesses.

Il ne faut pas attendre la relance pour augmenter les salaires, mais plutôt augmenter les salaires pour permettre la relance ! **Smic, retraites, minima sociaux, allocation d'autonomie pour les jeunes : l'augmentation du pouvoir d'achat des Français les plus modestes, c'est la condition du « redressement dans la justice ».**

Face à l'avalanche de plans sociaux, il est temps d'instaurer l'obligation pour une entreprise d'accepter une reprise en cas de cessation d'activité, un droit de priorité de reprise aux salariés (en particulier

sous forme de coopératives), **un strict encadrement des licenciements économiques.**

Répondre à l'urgence écologique

La transition énergétique est un impératif parce que le pillage des ressources naturelles, la destruction des écosystèmes et de la biodiversité mettent l'humanité en péril. La préservation de nos biens communs passe notamment par la création d'un pôle public de l'énergie et par un service public de l'eau. La sortie progressive du nucléaire sans mise en péril de notre indépendance énergétique doit être engagée.

Une motion de combat

Pour contribuer à la réussite du gouvernement, il faut un parti fort, qui garde son autonomie de débat et d'action. Un parti qui s'émancipe de la pensée unique, dont nous constatons chaque jour les ravages. Un parti qui pèse dans le rapport de forces pour imposer le changement social. Un parti en première ligne face à la droite et l'extrême droite. Un parti qui prépare l'opinion à l'instauration des 60 engagements de notre président.

Pour un parti renoué et clairement ancré à gauche, aucune hésitation : je vote motion 3

Les signataires :
Emmanuel MAUREL - contribution "Le temps de la gauche"
Gérard FILOCHE - contribution "Pour réussir le changement, redistribuer les richesses"
Nicolas PAGNIER - UTOPIA - contribution "socialistes, écologistes et altermondialistes"
Gaël BRUSTIER - contribution "De l'alternance à l'alternative"
Marie-Noëlle LIENEMANN - Jérôme GUEDJ - Marianne LOUIS - Arlette ARNAUD
LANDAU - Paul QUILÈS - Anne FERREIRA - Nadège ABOMANGOLI - Martine CHANTECAILLE
 Les messages de soutiens, les argumentaires et plus de 3 000 signataires sur www.maintenantlagauche.fr



Pour une révolution fiscale. 10 % des Français les plus riches détiennent la moitié du patrimoine total. Nous devons imposer les revenus du capital au même niveau que les revenus du travail. Refus de la hausse de la TVA et des niches fiscales, progressivité de l'impôt, réforme du foncier : la justice fiscale, c'est maintenant !

La laïcité est notre bien commun.

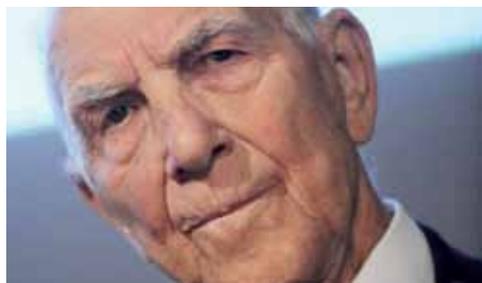
La laïcité, valeur moderne, fait partie du patrimoine génétique des socialistes. Il est de notre mission militante partout, dans l'Éducation (en prévoyant un enseignement de la laïcité), comme dans tous les domaines publics, de la faire vivre, car elle garantit les libertés de chacun et le respect de tous.

Maintenant, la VI^e République !

Cœur battant de la démocratie, il faut redonner au Parlement davantage d'initiative et donc le temps de légiférer et de contrôler. Cela passe par l'application stricte du non-cumul des mandats pour les parlementaires. Instaurons également, dans la concertation, un véritable statut de l'élu local.

Oser. Plus loin, plus vite.

« *Nous sommes dans une crise d'une extrême gravité* », affirmait François Hollande le 31 août. Face à l'urgence, la motion 4 avance des solutions concrètes.



Il y a trois millions de chômeurs mais l'UNEDIC annonce 420 000 chômeurs supplémentaires et 1 400 000 nouveaux pauvres d'ici fin 2013. Deux millions d'hommes et de femmes qui tombent en deux ans ? Ce serait catastrophique socialement. Et politiquement, nous le payerions très cher aux municipales de 2014.

Mais il n'y a aucune fatalité ! Dans la motion « *Oser. Plus loin, plus vite* » que nous portons avec Stéphane Hessel, les militant-es de la contribution citoyenne, de GPS et les centaines de militant-es qui nous ont rejoints depuis deux semaines, nous montrons qu'il y a des alternatives.

En 20 ans, le taux moyen d'impôt sur les bénéficiaires est passé de 37 % à 25 % en Europe. Pour lutter contre ce dumping, créons un impôt européen sur les dividendes. Si un tel impôt était créé, la France gagnerait chaque année 20 milliards. De même, nous montrons que, *sans modifier les traités*, les États pourraient financer l'essentiel de leur dette publique à 1% comme le font les banques privées.

Pas besoin d'austérité pour retrouver l'équilibre des finances publiques. Nous montrons aussi qu'il est possible de lutter radicalement contre le chômage. Mais cela suppose de tout mettre au service de l'emploi et de la justice sociale : aux Pays-Bas, le Fonds de réserve des retraites a été investi dans une politique du logement très ambitieuse (et pas sur les marchés financiers). Cela crée massivement des emplois et fait baisser très fortement les loyers. Pourquoi ne pas faire pareil ?

Lors de sa première rencontre avec Angela Merkel, François Hollande a dit « *il faut tout mettre sur la table* ». C'est vrai au niveau européen, dans la grande négociation qui commence les 18-19 octobre. C'est vrai

au niveau national pour lutter contre le chômage. Et c'est vrai aussi dans notre parti : il faut tout mettre sur la table pour continuer la rénovation du PS, appliquer réellement le non-cumul et la parité, nous ouvrir encore plus sur la société civile et à l'ensemble des citoyens.

« *Il faut aller plus loin, plus vite* » écrivait Jacques Delors à Lionel Jospin, un an après l'arrivée de Jospin au pouvoir. Hélas, l'histoire montre que toutes les réformes qui ne sont pas engagées dans les premiers mois d'un mandat, ne sont jamais engagées ensuite.

C'est pourquoi, nous voulons dire très amicalement au gouvernement, « *Il faut aller plus loin, plus vite* » : oser une vraie révolution fiscale, lutter contre les licenciements en baissant le temps de travail et en maintenant le revenu comme en Allemagne, séparer les banques de dépôt et les banques d'affaires. Déclarer la guerre au dérèglement climatique avec des financements à 1 % venant de la BEL. Favoriser le développement des TPE et PME. Développer l'économie sociale et solidaire. La France doit devenir un pays d'entrepreneurs.

Pour lutter contre les délocalisations, il faut imposer le respect des normes sociales et environnementales dans le commerce mondial. L'Europe est la première puissance économique mondiale et le premier client de la Chine. Elle a un rôle fondamental à jouer pour humaniser la mondialisation. C'est un point-clef que la France doit porter dans les négociations qui commencent le 18 octobre.

Agir ensemble pour une Europe sociale et démocratique

Pour peser avec force sur ces négociations, invitons tous les socialistes d'Europe mais aussi les syndicats et des ONG à se rassembler à Strasbourg fin novembre pour travailler ensemble pendant trois jours sur l'Europe démocratique, un Traité de l'Europe sociale, la création d'un impôt européen sur les dividendes, un salaire minimum dans chaque pays, une Europe qui s'attaque enfin aux paradis fiscaux et au dérèglement climatique. À l'issue de cette rencontre, nous pourrions, tous ensemble, lancer une campagne qui nous permettra 1. de peser très fortement sur les négociations en cours et 2. de gagner les élections européennes de 2014.

Oser la démocratie jusqu'au bout. La démocratie participative doit être la règle. Les citoyennes et les citoyens doivent être au centre du débat et de la décision politique.

Sur l'Europe, la lutte contre le chômage, les politiques de santé et la citoyenneté, la motion 4 organise ce dimanche 30 septembre un débat public avec Stéphane HESSEL, Cynthia FLEURY, Patrick PELLOUX, Bruno GACCIO, Florence AUGIER, Pierre LARROUTUROU, Christiane GILON, Patrick ARDOIN, Philippe ALLARD et de nombreux militant-es de la motion 4. Toutes les infos sont sur Oser-PlusLoinPlusVite.fr.

Tous acteurs, tous responsables, rejoignez la motion 4 !

Pour un parti de militants, ouvert, innovant, démocratique et ancré dans la société

La meilleure façon de soutenir le gouvernement est de rendre le débat plus transparent, plus démocratique, plus accessible aux militants et aux sympathisants



Issus d'horizons divers nous prenons nos responsabilités pour favoriser la vitalité intellectuelle, militante et démocratique en mettant en commun des idées qui devront irriguer le PS de demain.

Un parti de militants responsable, innovant et ouvert aux sympathisants

Les Primaires ont été une réussite.

Ce processus de désignation clair, juste et efficace a été le véritable levain de notre unité. Cette révolution appelle une refonte de notre fonctionnement. Nous faisons le pari de l'intelligence plutôt que de l'allégeance, le pari d'un PS à l'image de l'ambition de François Hollande sur la jeunesse, avec des instances renouvelées, la promotion de parcours divers et l'optimisation des talents de nos adhérent-e-s. Nous proposons la fin de la cooptation verticale et des parachutages, le mandat unique pour les parlementaires, des Primaires généralisées dans les villes de plus de 15 000 habitants, la parité en 2017 avec le scrutin bi-nominal aux législatives et cantonales...

La jeunesse, thème fort de la campagne de François Hollande, priorité du gouvernement, au cœur de la motion 5

Cette motion, portée par Constance Blanchard, la benjamine du Conseil national, rassemble des militants qui pensent que le PS doit être le reflet de l'ambition de François Hollande sur la jeunesse. Pour atteindre cet objectif, nos instances doivent être renouvelées, des responsables aux parcours divers promus, nos pratiques transformées, afin que les jeunes générations trouvent leur place en notre sein.

« La justice c'est une société qui fait sa place à la jeunesse », François Hollande, 3 janvier 2012.

Un PS à l'écoute des Français, solidaire avec le gouvernement, féroce avec l'opposition et capable d'affronter les défis de la mondialisation

Pour un parti mobilisé qui prépare les échéances futures, nous proposons un programme de travail avec des conventions thématiques.

Les conventions porteront sur les principaux enjeux du quinquennat : la construction d'une Europe démocratique de la croissance, une République laïque à faire vivre, l'accès de toutes et tous à l'emploi, la lutte contre l'échec scolaire, notre rapport au travail et la transition écologique.

La responsabilité de ré-enchanter le rêve français dépasse les seuls enjeux de pouvoir du congrès

Le PS doit marcher sur ses deux jambes : accompagner le gouvernement et l'ensemble des élus socialistes, et toujours penser

et imaginer nos propositions de demain. Le PS doit être une vigie, un fer de lance pour les campagnes futures. Nous devons définir le cap d'une société de gauche au XXI^e siècle. C'est de la responsabilité du gouvernement et des élus, c'est aussi celle du PS, de ses responsables et de ses militants. Sans nier les crispations identitaires, nous devons nous appuyer sur la République, la laïcité et le métissage de la société pour ré-enchanter le rêve français et ses valeurs de liberté, de justice, d'égalité et de fraternité.

Être un rempart face à la montée des extrêmes

Le score de Front national aux dernières élections a montré que le 21 avril n'était pas qu'un épiphénomène. Le nationalisme et le populisme refont surface en Europe et menacent la démocratie. Nous avons alors l'exigence absolue d'aller au-devant des Français, dans les territoires « abandonnés », pour ne pas les laisser aux mains des extrêmes. Nous devons aussi faire accéder aux responsabilités celles et ceux dont les parcours sociaux divers viendront enrichir notre force militante et notre intelligence collective.



Pour innover au PS : la fin de la cooptation et des parachutages, des Primaires dans les villes de plus de 15 000 habitants, l'instauration d'une cotisation préférentielle pour tout militant syndical ou associatif, un PS digital et open-data, un observatoire des politiques locales...

Pour un PS européen et internationaliste : l'instauration de Primaires au sein du PSE pour une candidature unique à la Commission européenne, la valorisation de la FFE dans l'action internationale du parti...

Pour une République exemplaire et l'égalité homme/femme : le mandat unique pour les parlementaires, le non-cumul dans le temps au-delà de trois mandats, la définition d'un statut de l'élu, la parité en 2017 avec le scrutin bi-nominal aux législatives et cantonales, le congé parental réparti entre les deux parents, l'individualisation de la déclaration d'impôt...

Les signataires :

Constance Blanchard
Fabien Verdier
Pascal Joseph
Karine Martin-Sauty
Didier Guillot
Sana Kahlaoui-de Courcelles
Béatrice Gendreau

Rejoins-nous :
toulousemoncongres@gmail.com
www.toulousemoncongres.fr
facebook.com/moncongres2012
@moncongres2012

Notes

A series of horizontal dotted lines for writing notes.

Notes

A series of horizontal dotted lines for writing notes.

Notes

A series of horizontal dotted lines for writing notes.



CONGRÈS 2012 DU PS : VOTES DU 11 OCTOBRE

VOTE SUR LES MOTIONS

Motion 1 - Mobiliser les Français pour réussir le changement

Premier signataire : Harlem Désir

Motion 2 - Question de principes

Première signataire : Juliette Méadel

Motion 3 - Maintenant la gauche

Premier signataire : Emmanuel Maurel

Motion 4 - Oser. Plus loin, plus vite.

Premier signataire : Stéphane Hessel

Motion 5 - Toulouse, mon congrès

Première signataire : Constance Blanchard

VOTE SUR LA CODIFICATION STATUTAIRE

POUR

CONTRE

ABSTENTION

VOTE SUR LE RAPPORT D'ACTIVITÉ NATIONAL

POUR

CONTRE

ABSTENTION

VOTE SUR LE RAPPORT D'ACTIVITÉ FÉDÉRAL

POUR

CONTRE

ABSTENTION
